



HAL
open science

Note de lecture The Human Economy. A Citizen's Guide, Hart Keith, Laville Jean-Louis et Cattani Antonio David (dir.), 2010, Cambridge, Polity Press, 320 p.

Isabelle Hillenkamp

► **To cite this version:**

Isabelle Hillenkamp. Note de lecture The Human Economy. A Citizen's Guide, Hart Keith, Laville Jean-Louis et Cattani Antonio David (dir.), 2010, Cambridge, Polity Press, 320 p.. 2011. halshs-00563764

HAL Id: halshs-00563764

<https://shs.hal.science/halshs-00563764>

Preprint submitted on 7 Feb 2011

HAL is a multi-disciplinary open access archive for the deposit and dissemination of scientific research documents, whether they are published or not. The documents may come from teaching and research institutions in France or abroad, or from public or private research centers.

L'archive ouverte pluridisciplinaire **HAL**, est destinée au dépôt et à la diffusion de documents scientifiques de niveau recherche, publiés ou non, émanant des établissements d'enseignement et de recherche français ou étrangers, des laboratoires publics ou privés.

Note de lecture

***The Human Economy. A Citizen's Guide*, Hart Keith, Lavoie Jean-Louis et Cattani Antonio David (dir.), 2010, Cambridge, Polity Press, 320 p.**

Par Isabelle Hillenkamp¹

Université populaire et citoyenne, Conservatoire national des Arts et Métiers, Paris,
13 janvier 2011

Le livre *The Human Economy. A Citizen's Guide*, dirigé par Keith Hart, Jean-Louis Lavoie et Antonio David Cattani est enthousiasmant. Je voudrais souligner trois qualités qui contribuent à sa richesse ; relever quelques enseignements transversaux ; et faire une proposition pour poursuivre son agenda de recherche.

Richesse de l'ouvrage

Ce livre constitue une mine d'information. Il aborde des thématiques aussi diverses que la mondialisation et le développement, l'économie écologique, féministe, plurielle ou solidaire, le don, l'économie morale, la responsabilité sociale des entreprises, le tiers-secteur, le développement local, les entreprises sociales, les monnaies sociales, les énergies alternatives, etc. Chaque article peut être lu séparément à la manière d'un dictionnaire spécialisé, mais l'ouvrage peut et doit aussi être considéré dans son ensemble. L'image qui en ressort est celle d'une grande richesse, qui repose sur trois principales qualités.

¹ Chercheure post-doctorante, boursière du Fonds national suisse de la recherche scientifique. Email : Isabelle.Hillenkamp@unige.ch.

Les différents auteurs mobilisent tout d'abord des champs du savoir extrêmement variés pour rendre compte de la dimension humaine de l'économie, délaissée par les économistes orthodoxes. On y trouve des analyses qui s'appuient sur des courants critiques en économie, notamment l'économie institutionnelle et l'économie écologique ; sur la sociologie économique ; sur l'anthropologie, y compris sur des thèmes inattendus comme *globalization*, *development* ou *informal economy* (ce qui mène alors à une réflexion fondamentale sur les formes de l'économie, loin de la vulgate économiste qui ne voit dans l'économie informelle qu'un secteur arriéré) ; des approches s'appuyant sur les théories des relations internationales, par exemple pour analyser la production des biens publics mondiaux ; des approches de philosophie politique pour éclairer différents modèles de citoyenneté ; des approches faisant une large place aux analyses historiques, notamment pour restituer la complexité du tiers secteur et de l'économie sociale et solidaire ; et même des analyses qui s'appuient sur des données techniques (*Alternative energy*). Cette multiplicité des champs de savoir mobilisés a pour effet que le tout ne forme pas un ouvrage de spécialistes, qui dialogueraient entre eux dans un jargon difficilement compréhensible de l'extérieur. Il ne produit pas non plus des théories disciplinaires tellement spécialisées qu'elles en perdraient de vue leur lien avec la pratique. Il s'agit d'un livre rigoureux mais accessible, qui restitue la complexité du réel au travers d'une multiplicité d'approches et qui remplit de ce fait pleinement son ambition de « **Citizen's Guide** ».

Une deuxième caractéristique qui fait la richesse de ce livre est la diversité des origines géographiques de ses auteurs. Les auteurs latino-américains, européens et francophones qui avaient participé aux *Dictionnaires de l'autre économie* en portugais, espagnol, français et italien ont été rejoints par des auteurs anglophones, britanniques, nord-américains, scandinaves ainsi que par un auteur sud-africain. Ils amènent avec eux des conceptions différentes de l'économie humaine qui reflètent l'histoire et les institutions de leur pays. Pour cette raison, ce livre n'intéresse pas uniquement les lecteurs anglophones, mais aussi **les lecteurs francophones** ou d'autres pays **qui s'intéressent au monde anglo-saxon**. Cette diversité des approches est particulièrement frappante dans la quatrième partie de l'ouvrage (*Beyond Market and State*) où les conceptions du tiers-secteur en général et des entreprises sociales en particulier sont tout à fait différentes entre les États-Unis et l'Europe. On parle aux États-Unis de *non-profit*

organizations comme d'un secteur subalterne par rapport au marché et à l'État et de *social enterprises* pour désigner la partie de ces *non-profit organizations* qui soutiennent leur but social par une activité commerciale. Cette vision n'est pas transposable à l'Europe où l'économie sociale et solidaire et le tiers-secteur relèvent d'une conception beaucoup plus large du social et beaucoup plus imbriquée avec les pôles marchands et publics, quelles que soient par ailleurs les variations au sein des pays européens. Plus largement, des thématiques comme l'économie morale, l'entrepreneuriat social, le capital social font sens dans un référentiel anglo-saxon marqué au plan politique par l'idéologie libérale puis néolibérale et au plan intellectuel par le primat de la liberté et de la responsabilité individuelle, alors que l'économie solidaire ou le don sont des « manières de voir les choses » plus spécifiquement francophones, issues notamment de l'héritage intellectuel de Marcel Mauss. Les auteurs latino-américains apportent de plus une analyse critique des rapports de domination, en montrant par exemple la difficile construction de la citoyenneté dans les pays anciennement colonisés ou comment le commerce équitable peut être considéré comme un projet de société et non comme une niche de marché pour les petits producteurs de pays pauvres. La perspective latino-américaine témoigne de plus d'une croyance forte dans la possibilité du changement social, au travers de l'économie du travail comme dépassement de l'économie populaire et de la réflexion sur l'émancipation. En présentant ces différentes conceptions, le livre nous permet de connaître d'autres référentiels de pensée et d'action et de prendre une distance critique par rapport à ceux auxquels nous sommes habitués.

Enfin, l'ouvrage est riche par les **niveaux d'analyse** qu'il mobilise. L'économie humaine se développe au travers de pratiques locales souvent peu visibles et qui sont ici mises en valeur comme par exemple les monnaies sociales, l'économie solidaire, la participation communautaire, le développement local, la pensée concrète propre à l'économie écologique. Elle se développe aussi au travers d'une Société mondiale (*World Society*) qui émerge au travers de réseaux altermondialistes ou de nouveaux espaces comme les *Digital Commons* dans le domaine du savoir ou de la culture. L'économie humaine est par ailleurs située dans les contraintes globales découlant de la mondialisation, du développement compris comme les « relations changeantes entre pays riches et pauvres » ou encore de la difficulté à produire des biens publics

mondiaux. L'économie humaine se déploie dans le cadre tracé au niveau international par les organisations du système ONU et par les Institutions financières internationales et elle est modelée par la nébuleuse des ONG. Les contributions de l'ouvrage donnent à voir la diversité de ces niveaux d'action et d'analyse et nous permettent de nous forger une image réaliste des vecteurs et des contraintes de l'économie humaine, loin de visions simplistes qui l'imaginent comme un ensemble d'expérimentations au sein de groupuscules ou au contraire comme une utopie globale et de ce fait inatteignable.

Enseignements transversaux

En ordonnant les textes et en les regroupant en cinq parties, les éditeurs de l'ouvrage ont mis l'accent sur un axe de lecture particulier. Cet axe part des conditions d'émergence d'une Société mondiale, pour aller vers différentes facettes de l'économie à visage humain et vers les questions liées de la morale et de la politique. Il se poursuit avec l'exploration de différentes formes du « social » (*Beyond Market and State*) et se termine par des pratiques qui dessinent les contours d'une économie humaine en cours d'émergence. Cet axe de lecture correspond à l'économie humaine comprise comme économie faite par les gens (*the people*) et comme économie de l'humanité ou de l'espèce humaine.

Mais d'autres axes de lecture ou d'autres fils transversaux apparaissent, qui font ressortir d'autres enseignements. L'ouvrage nous renseigne ainsi sur les dangers que le capitalisme fait peser sur la démocratie et sur les « poussées de démocratisation », au travers notamment des initiatives du tiers-secteur, de certaines ONG et de certaines formes de développement local et de participation communautaire ou encore de réseaux altermondialistes. Il nous renseigne sur les reconfigurations actuelles entre le public et le privé, non seulement dans le cadre national au travers de la triade État-Marché-tiers-secteur, mais aussi au niveau international au travers des biens publics mondiaux et du nouveau rôle des ONG dans le développement ou encore au travers des *Digital Commons*. Il soulève également la question des rapports de pouvoir au niveau international, national et local ; des niveaux d'action ; du **changement social**.

C'est ce dernier axe de lecture que j'aimerais brièvement développer. Il est sous-jacent à l'ensemble du livre : faire connaître l'économie humaine « telle qu'elle existe déjà »,

analyser les contraintes qui pèsent sur elle et ses conditions de consolidation et d'expansion, c'est œuvrer en faveur d'un tel changement. Plusieurs textes s'interrogent sur le changement social au travers des thématiques spécifiques qu'ils abordent : par exemple, l'innovation au travers des entreprises ou de l'entrepreneuriat social ; la « réplique démocratique » au travers d'une économie plurielle, face à l'utopie de la société de marché réactivée par l'idéologie néolibérale ; l'économie du travail comme dépassement de l'économie populaire actuelle en Amérique latine ; les conditions de l'émancipation et de l'utopie. Ceci constitue une première base de réflexion.

Plus profondément, le **livre lui-même** s'inscrit dans un changement en faveur de l'économie humaine. Expliciter cette visée permet de mieux comprendre la forme et l'ambition du livre. Au plan méthodologique, il se donne pour principe d'articuler étroitement travail théorique et pratique, ce qui se reflète dans le choix des auteurs, des thématiques et de la forme des textes. Il s'agit de faire le tour de pratiques constituant l'économie humaine et de problématiques conditionnant le déploiement de ces pratiques (la mondialisation, le développement...), bien plus que de se positionner dans des débats de spécialistes. De ce fait le livre ne produit pas un discours savant (un corpus théorique plus préoccupé de sa cohérence interne que de son rapport à la réalité) qui serait largement inaccessible aux praticiens, mais des réflexions sur l'économie-humaine-telle-qu'elle-existe, quitte d'ailleurs à ce que certaines conclusions divergent selon les auteurs. Dans la mesure où le changement social repose sur une vision alternative de la société partagée par des praticiens et par des intellectuels qui systématisent cette vision, ce livre contribue à un tel changement en construisant une forme de savoir adéquate.

La position de l'ouvrage est ainsi « interne » à son propre objet, l'économie humaine. Cette position se distingue de deux postures plus confortables mais qui ne permettraient pas de participer à une économie humaine : d'une part, la simple dénonciation du caractère inhumain de l'économie dominante ; d'autre part la conception de grandes alternatives sans prise sur la réalité dans lesquelles l'économie humaine serait synonyme d'utopie, au sens péjoratif du terme.

La position adoptée ici est à la fois plus constructive, plus réaliste et plus difficile à tenir. Elle suppose à la fois de reconnaître des pratiques de l'économie humaine et de les

envisager sous un angle critique. De ne pas se complaire dans la simple dénonciation du néolibéralisme, mais de montrer la complexité et la difficulté des alternatives. Cette volonté critique est présente dans l'ensemble des textes. Par exemple, la capacité des altermondialistes à se structurer en réseaux efficaces est reconnue, mais l'attention est attirée sur leur tendance à réduire des problèmes complexes à une simple augmentation des inégalités socio-économiques. On court alors le risque de substituer l'objectif de réduction de la pauvreté, caractéristique de l'idéologie néolibérale, par celui de réduction des inégalités et ainsi d'être tout aussi réducteur. De même, la capacité de la microfinance à favoriser l'inclusion financière est reconnue, en même temps que les illusions sur les bienfaits du microcrédit pour les plus pauvres ou sur sa capacité à favoriser automatiquement le micro-entrepreneuriat sont dénoncées. La responsabilité sociale des entreprises est dénoncée lorsqu'elle sert d'autojustification à des entreprises privilégiant par ailleurs la croissance au profit des actionnaires, mais la question d'une nécessaire éthique dans l'entreprise n'est pas évacuée pour autant. Beaucoup d'autres exemples des nuances introduites par les auteurs dans leur analyse de l'économie humaine pourraient être cités. Elles permettent au livre d'occuper cette position à la fois constructive et réaliste vis-à-vis du changement social.

Agenda de recherche

L'ouvrage fait suite aux *Dictionnaires de l'autre économie* qu'il complète par un réseau d'auteurs et par des thématiques propres au monde anglo-saxon. Il se présente ainsi comme une étape d'un agenda de recherche appelé à être poursuivi par de nouvelles publications internationales.

J'aimerais faire une proposition pour cet agenda de recherche : celle d'inclure à la revue existante de l'économie humaine la vaste thématique des **systèmes agraires**, qui permettent la subsistance de centaines de millions de paysans et d'employés agricoles et assurent la production mondiale d'aliments. Les agriculteurs ne représentent plus qu'une infime partie de la population dans nos pays, ce qui explique peut-être que cette thématique n'ait pas trouvé une place importante dans l'ouvrage. Mais les ruraux représentent plus de la moitié de la population mondiale et même 60 % de la population d'Afrique subsaharienne et les deux tiers de celle d'Asie du Sud. Parmi eux la majorité

vivent de l'agriculture et en même temps la pauvreté et la malnutrition y sont bien supérieurs à la moyenne puisque 80% du milliard de personnes mal nourries dans le monde sont des ruraux (et parmi eux 60% sont des femmes).

C'est ce paradoxe dramatique qu'il faudrait relever et investiguer pour traiter de l'économie humaine comme économie de l'humanité dans son ensemble et comme économie de l'espèce humaine au travers de ses conditions de reproduction. Cela amènerait à analyser les conditions de la reproduction sociale au sein de systèmes agraires divers et en mutation (diverses « paysanneries », paysans sans terre, employés de l'agro-industrie, ruraux aux stratégies de subsistance multiples...) en s'interrogeant sur son « humanisation » et sur ses risques de déshumanisation. Il faudrait ainsi, d'une part, se pencher de manière critique sur le fonctionnement des unités domestiques et des structures communautaires, sur le rôle et l'évolution des solidarités « traditionnelles » et sur les hiérarchies, fondées notamment sur le genre, qui les accompagnent. Il faudrait, d'autre part, s'interroger sur les risques de déshumanisation induits par les brevets sur le vivant en lien avec les nouvelles réglementations sur la propriété intellectuelle, par la concentration des terres agricoles, par les nouvelles formes d'exploitation dans l'agro-industrie. Les mouvements de « réhumanisation » de cette économie, notamment au travers des luttes paysannes, des mouvements de sans terre, des mouvements indigènes et des luttes féministes devraient également trouver leur place dans l'analyse et la construction de l'économie humaine. De manière connexe, les conditions de production d'aliments, dont la qualité et la répartition au niveau international demeurent des problèmes urgents, pourraient faire l'objet d'une réflexion comme fondement de l'économie humaine.

Les éditeurs du présent ouvrage envisagent d'étendre leur effort de construction d'un réseau d'auteurs à l'Afrique et à l'Asie. La question de la mutation des systèmes agraires et de l'alimentation occupe une place importante sur ces deux continents. On peut donc penser que ces thématiques s'intégreront de manière naturelle à leur agenda de recherche.